



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



Centre
hospitalier
Saint-Denis

Vendredi 31 mars 2023

Le 6 avril et après : gardons la rue et amplifions les grèves, allons chercher la victoire !

Après plus d'une semaine de rassemblements et de manifestations spontanés tous les jours, les mobilisations des 23 et 28 mars ont été parmi les plus grosses journées du mouvement contre la réforme des retraites. Le 23 mars a été l'une des plus électriques aussi : irruption des jeunes dans des cortèges qui chantent pour la grève générale, foyers de mobilisation qui s'agrègent et se renforcent entre eux... La colère a déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des ultra-riches, contre sa politique qui est la même que celle de tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui s'est un peu étonnée d'elle-même, comme si tout ne faisait que commencer, enfin. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, avec de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs, des travailleuses et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils appellent à une nouvelle journée de grève jeudi 6 avril.

Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la Saint-Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coups de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise, en interprofessionnelles, dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main.

La prochaine journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, jeudi 6 avril, doit être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre K. O. !

Colère à l'hôpital de jour de l'Institut Gustave Roussy à Villejuif

La colère a éclaté parmi les IDE de l'hôpital de jour de Gustave Roussy de Villejuif. Elles ont géré pendant des mois la régulation des patients suite à la démission et au non remplacement d'IDE. Elles réclament leur dû : reconnaissance professionnelle et compensation à la hauteur des efforts qu'elles ont fournis pour faire tourner le service. Mercredi, elles étaient toutes en grève et sont restées chez elles pour ne pas être assignées. Leur combat continue et est le nôtre.

Le temps passe : on n'oublie pas !

Plus d'un an après avoir figuré parmi la liste des récipiendaires, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn a reçu la Légion d'honneur. Pourquoi un tel délai ? Nombreux sont ceux qui avaient protesté et considéré comme une provocation que l'ancienne ministre de la Santé ait démissionné de ses fonctions en février 2020, soit au tout début de la vague du Covid, pour se lancer dans la course à la mairie de Paris. Sans oublier, bien sûr, la politique catastrophique et les mensonges du gouvernement durant la pandémie.

Industrie pharmaceutique : la santé des profits

Après avoir gagné énormément d'argent avec le vaccin contre le Covid, le laboratoire Pfizer fait son marché. Il annonce le rachat de la biotech Seagen : opération à 43 milliards de dollars. L'industrie pharmaceutique, c'est avant tout « la poule aux œufs d'or » pour les actionnaires.

Un droit à faire appliquer concrètement

Macron a annoncé sa volonté d'inscrire dans la Constitution la « liberté » de recourir à l'IVG. Il ne reste plus qu'à donner aux 11 millions de femmes concernées la possibilité concrète d'y avoir droit. Car entre les déserts médicaux, les hôpitaux éloignés, les médecins qui refusent de pratiquer l'acte, les centres privés qui se désengagent et les nombreux rendez-vous à honorer, le droit à l'IVG reste un parcours de la combattante qui en décourage plus d'une.

Solidarité avec les éboueurs

Pendant plus de 15 jours les éboueurs des entreprises publiques comme privées se sont mis en grève de Paris à Nantes, du Havre à Montpellier en passant par Nice. Scoop pour la bourgeoisie : quand les travailleurs sont en grève ça se voit, car ils sont utiles au fonctionnement de la société – on n'en dirait pas tant de tous les actionnaires et parasites divers qu'on trouve dans les couloirs

ministériels et les bureaux de direction des grandes entreprises. Le gouvernement a tenté par tous les moyens de casser cette grève par la réquisition des grévistes et même la menace de six mois de prison et 10 000 euros d'amende. Mais ce week-end déjà, les réquisitionnés résistaient en ralentissant leur tournée malgré la menace policière présente jusque devant leur dépôt.

Macron obligé de se cacher !

Macron avait prévu de venir au match de foot France-Pays-Bas au stade de France vendredi 24 mars. Il a dû y renoncer. Comme quoi, il n'y a pas que la venue du roi d'Angleterre qui doit être annulée et, en ce moment, tous les ministres se terrent ! Macron avait bien senti le vent de la révolte : quand le chronomètre a affiché 49'3", des cris « Macron, démission » et des sifflets ont fusé dans les tribunes ! Et contre l'Irlande lundi dernier, c'est Benjamin Pavard qui a rappelé Macron au cauchemar de la rue vent debout contre sa contre-réforme des retraites et l'utilisation par son gouvernement du 49.3 en marquant un but à la 49'3" du match !

Paris : les policiers cogneurs, homophobes et racistes identifiés mais pas suspendus

Les policiers qui ont été enregistrés alors qu'ils menaçaient sept manifestants contre la réforme des retraites qu'ils venaient d'interpeller en professant à leur rencontre des insultes racistes et homophobes accompagnées de gifles ont été identifiés. Il s'agit de membres de la 21^{ème} compagnie d'intervention de la Brigade de répression de l'action violente motorisée (Brav-M), des unités qui chargent les manifestants à moto. Mais, pour l'instant, aucun n'a été suspendu. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) avance lentement dans son enquête. Mais parions que des manifestants qui auraient eue un comportement similaire à l'égard de policiers auraient été jugés et lourdement condamnés en comparution immédiate.

Yémen : le cri d'alarme de l'Unicef

Dans ce pays, l'Unicef alerte que plus de 540 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, potentiellement mortelle, et un enfant meurt toutes les dix minutes de causes évitables. Au total, 11 millions d'enfants ont besoin d'aide alimentaire et, depuis le début de la guerre, en 2015, plus de 11 000 d'entre eux ont été tués et mutilés. Ce qui n'empêche pas l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, armés notamment par les États-Unis et la France, de mener une guerre sans merci contre les rebelles houthistes soutenus par l'Iran.

